

**Enseignement du français à
l'étranger - Réponse de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question d'actualité au Sénat**
(Paris, 24 mai 2018)

Merci Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Madame la Sénatrice,

Vous évoquez l'un des sujets lié à la diplomatie d'influence et vous le savez, qu'il s'agisse de l'enseignement du Français à l'étranger ou des alliances françaises, il y a une volonté forte qui a été exprimée.

Le président de la République a pris des engagements très clairs lors de son discours à la communauté française à Tunis en février dernier. Il a précisé que le budget de l'AEFE serait totalement sanctuarisé en 2018 et 2019, ce qui permet de conduire une réflexion avec vous, les parlementaires représentant les Français à l'étranger, avec les personnels et avec les parents d'élèves, pour avoir une ambition plus forte encore pour ce réseau. En effet, le souhait du président de la République, c'est que nous doublions le nombre d'élèves dans les programmes français ou en français à l'échéance de 2030. De fait, nous sommes aujourd'hui à 350.000 élèves, vous constatez donc que cette ambition est affirmée.

S'agissant des alliances françaises, tout comme vous, je tire mon chapeau auprès de ces 800 alliances qui exercent leurs activités dans 132 pays, et qui permettent l'apprentissage du français et le rayonnement de la France à travers la culture et l'innovation. De ce point de vue, nos crédits sont au rendez-vous. En 2018, 35 millions sont consacrés aux alliances françaises, ce qui est exactement en ligne avec ce qui était consacré précédemment.

Par ailleurs, vous le savez, nous sommes en train de dénouer l'écheveau dans des relations complexes qui peuvent exister entre la structure de tête, la Fondation alliances françaises, et les alliances françaises elles-mêmes. Je crois que, grâce au rapport de Pierre Vimont, un très grand serviteur de l'Etat, nous pourrions progresser pour faire en sorte que les alliances françaises soient mieux représentées dans la structure de tête, et également se rapprocher de l'Institut français sous une forme qui est en cours d'élaboration.

S'agissant des sujets de fiscalité locale, nous avons un rapport, préparé par MM. Bur et Richard qui propose des options. Ces options seront examinées, dans la concertation, dans le cadre de la conférence nationales des territoires./.